

## **Texte de la Convention**

---

(Voir les pages sur [l'amendement de Bonn](#) et [l'amendement de Gaborone](#).)

### [Texte complet](#)

#### [Préambule](#)

[Article I](#) Définitions

[Article II](#) Principes fondamentaux

[Article III](#) Réglementation du commerce des spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe I

[Article IV](#) Réglementation du commerce des spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe II

[Article V](#) Réglementation du commerce des spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe III

[Article VI](#) Permis et certificats

[Article VII](#) Dérogations et autres dispositions particulières concernant le commerce

[Article VIII](#) Mesures à prendre par les Parties

[Article IX](#) Organes de gestion et autorités scientifiques

[Article X](#) Commerce avec des Etats non-Parties à la présente Convention

[Article XI](#) Conférence des Parties

[Article XII](#) Le Secrétariat

[Article XIII](#) Mesures internationales

[Article XIV](#) Incidences de la Convention sur les législations internes et sur les conventions internationales

[Article XV](#) Amendements aux Annexes I et II

[Article XVI](#) Annexe III et amendements à cette Annexe

[Article XVII](#) Amendements à la Convention

[Article XVIII](#) Règlement des différends

[Article XIX](#) Signature

[Article XX](#) Ratification, acceptation, approbation

[Article XXI](#) Adhésion

[Article XXII](#) Entrée en vigueur

[Article](#) Réserves

[XXIII](#)

[Article](#) Dénonciation

[XXIV](#)

[Article](#) Dépositaire

[XXV](#)

---

## **Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction**

**Signée à Washington le 3 mars 1973**

**Amendée à Bonn, le 22 juin 1979**

Les Etats contractants

*Reconnaissant* que la faune et la flore sauvages constituent de par leur beauté et leur variété un élément irremplaçable des systèmes naturels, qui doit être protégé par les générations présentes et futures;

*Conscients* de la valeur toujours croissante, du point de vue esthétique, scientifique, culturel, récréatif et économique, de la faune et de la flore sauvages;

*Reconnaissant* que les peuples et les Etats sont et devraient être les meilleurs protecteurs de leur faune et de leur flore sauvages;

*Reconnaissant* en outre que la coopération internationale est essentielle à la protection de certaines espèces de la faune et de la flore sauvages contre une surexploitation par suite du commerce international;

*Convaincus* que des mesures doivent être prises d'urgence à cet effet;

*Sont convenus* de ce qui suit:

### ***Article I***

#### **Définitions**

Aux fins de la présente Convention et, sauf si le contexte exige qu'il en soit autrement, les expressions suivantes signifient:

- a) "Espèces": toute espèce, sous-espèce, ou une de leurs populations géographiquement isolée;

- b) "Spécimen":
- i) tout animal ou toute plante, vivants ou morts;
  - ii) dans le cas d'un animal: pour les espèces inscrites aux Annexes I et II, toute partie ou tout produit obtenu à partir de l'animal, facilement identifiables, et, pour les espèces inscrites à l'Annexe III, toute partie ou tout produit obtenu à partir de l'animal, facilement identifiables, lorsqu'ils sont mentionnés à ladite Annexe;
  - iii) dans le cas d'une plante: pour les espèces inscrites à l'Annexe I, toute partie ou tout produit obtenu à partir de la plante, facilement identifiables, et, pour les espèces inscrites aux Annexes II et III, toute partie ou tout produit obtenu à partir de la plante, facilement identifiables, lorsqu'ils sont mentionnés auxdites Annexes;
- c) "Commerce": l'exportation, la réexportation, l'importation et l'introduction en provenance de la mer;
- d) "Réexportation": l'exportation de tout spécimen précédemment importé;
- e) "Introduction en provenance de la mer": le transport, dans un Etat, de spécimens d'espèces qui ont été pris dans l'environnement marin n'étant pas sous la juridiction d'un Etat;
- f) "Autorité scientifique": une autorité scientifique nationale désignée conformément à l'Article IX;
- g) "Organe de gestion": une autorité administrative nationale désignée conformément à l'Article IX;
- h) "Partie": un Etat à l'égard duquel la présente Convention est entrée en vigueur.

---

## *Article II*

début ▲

### **Principes fondamentaux**

1. L'Annexe I comprend toutes les espèces menacées d'extinction qui sont ou pourraient être affectées par le commerce. Le commerce des spécimens de ces espèces doit être soumis à une réglementation particulièrement stricte afin de ne pas mettre davantage leur survie en danger, et ne doit être autorisé que dans des conditions exceptionnelles.

2. L'Annexe II comprend:

- a) toutes les espèces qui, bien que n'étant pas nécessairement menacées actuellement d'extinction, pourraient le devenir si le commerce des spécimens de ces espèces n'était pas soumis à une réglementation stricte ayant pour but d'éviter une exploitation incompatible avec leur survie;
- b) certaines espèces qui doivent faire l'objet d'une réglementation, afin de rendre efficace le contrôle du commerce des spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe II en application de l'alinéa a).

3. L'Annexe III comprend toutes les espèces qu'une Partie déclare soumises, dans les limites de sa compétence, à une réglementation ayant pour but d'empêcher ou de restreindre leur exploitation, et nécessitant la coopération des autres Parties pour le contrôle du commerce.

4. Les Parties ne permettent le commerce des spécimens des espèces inscrites aux Annexes I, II et III qu'en conformité avec les dispositions de la présente Convention.

---

### *Article III*

début ▲

#### **Réglementation du commerce des spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe I**

1. Tout commerce de spécimens d'une espèce inscrite à l'Annexe I doit être conforme aux dispositions du présent Article.
2. L'exportation d'un spécimen d'une espèce inscrite à l'Annexe I nécessite la délivrance et la présentation préalables d'un permis d'exportation. Ce permis doit satisfaire aux conditions suivantes:
  - a) une autorité scientifique de l'Etat d'exportation a émis l'avis que cette exportation ne nuit pas à la survie de l'espèce intéressée;
  - b) un organe de gestion de l'Etat d'exportation a la preuve que le spécimen n'a pas été obtenu en contravention aux lois sur la préservation de la faune et de la flore en vigueur dans cet Etat;
  - c) un organe de gestion de l'Etat d'exportation a la preuve que tout spécimen vivant sera mis en état et transporté de façon à éviter les risques de blessures, de maladie, ou de traitement rigoureux;

- d) un organe de gestion de l'Etat d'exportation a la preuve qu'un permis d'importation a été accordé pour ledit spécimen.
3. L'importation d'un spécimen d'une espèce inscrite à l'Annexe I nécessite la délivrance et la présentation préalables d'un permis d'importation et, soit d'un permis d'exportation, soit d'un certificat de réexportation. Un permis d'importation doit satisfaire aux conditions suivantes:
- a) une autorité scientifique de l'Etat d'importation a émis l'avis que les objectifs de l'importation ne nuisent pas à la survie de ladite espèce;
  - b) une autorité scientifique de l'Etat d'importation a la preuve que, dans le cas d'un spécimen vivant, le destinataire a les installations adéquates pour le conserver et le traiter avec soin;
  - c) un organe de gestion de l'Etat d'importation a la preuve que le spécimen ne sera pas utilisé à des fins principalement commerciales.
4. La réexportation d'un spécimen d'une espèce inscrite à l'Annexe I nécessite la délivrance et la présentation préalables d'un certificat de réexportation. Ce certificat doit satisfaire aux conditions suivantes:
- a) un organe de gestion de l'Etat de réexportation a la preuve que le spécimen a été importé dans cet Etat conformément aux dispositions de la présente Convention;
  - b) un organe de gestion de l'Etat de réexportation a la preuve que tout spécimen vivant sera mis en état et transporté de façon à éviter les risques de blessures, de maladie, ou de traitement rigoureux;
  - c) un organe de gestion de l'Etat de réexportation a la preuve qu'un permis d'importation a été accordé pour tout spécimen vivant.
5. L'introduction en provenance de la mer d'un spécimen d'une espèce inscrite à l'Annexe I nécessite la délivrance préalable d'un certificat par l'organe de gestion de l'Etat dans lequel le spécimen a été introduit. Ledit certificat doit satisfaire aux conditions suivantes:
- a) une autorité scientifique de l'Etat dans lequel le spécimen a été introduit a émis l'avis que l'introduction ne nuit pas à la survie de ladite espèce;
  - b) un organe de gestion de l'Etat dans lequel le spécimen a été introduit a la preuve que dans le cas d'un spécimen vivant, le destinataire a les installations

adéquates pour le conserver et le traiter avec soin;

- c) un organe de gestion de l'Etat dans lequel le spécimen a été introduit a la preuve que le spécimen ne sera pas utilisé à des fins principalement commerciales.

---

#### *Article IV*

début ▲

### **Réglementation du commerce des spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe II**

1. Tout commerce de spécimens d'une espèce inscrite à l'Annexe II doit être conforme aux dispositions du présent Article.
2. L'exportation d'un spécimen d'une espèce inscrite à l'Annexe II nécessite la délivrance et la présentation préalables d'un permis d'exportation. Ce permis doit satisfaire aux conditions suivantes:
  - a) une autorité scientifique de l'Etat d'exportation a émis l'avis que cette exportation ne nuit pas à la survie de l'espèce intéressée;
  - b) un organe de gestion de l'Etat d'exportation a la preuve que le spécimen n'a pas été obtenu en contravention aux lois sur la préservation de la faune et de la flore en vigueur dans cet Etat;
  - c) un organe de gestion de l'Etat d'exportation a la preuve que tout spécimen vivant sera mis en état et transporté de façon à éviter les risques de blessures, de maladie, ou de traitement rigoureux.
3. Pour chaque Partie, une autorité scientifique surveillera de façon continue la délivrance par ladite Partie des permis d'exportation pour les spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe II, ainsi que les exportations réelles de ces spécimens. Lorsqu'une autorité scientifique constate que l'exportation de spécimens d'une de ces espèces devrait être limitée pour la conserver dans toute son aire de distribution, à un niveau qui soit à la fois conforme à son rôle dans les écosystèmes où elle est présente, et nettement supérieur à celui qui entraînerait l'inscription de cette espèce à l'Annexe I, elle informe l'organe de gestion compétent des mesures appropriées qui doivent être prises pour limiter la délivrance de permis d'exportation pour le commerce des spécimens de ladite espèce.
4. L'importation d'un spécimen d'une espèce inscrite à l'Annexe II nécessite la présentation préalable soit d'un permis d'exportation, soit d'un certificat de réexportation.

5. La réexportation d'un spécimen d'une espèce inscrite à l'Annexe II nécessite la délivrance et la présentation préalables d'un certificat de réexportation. Ce certificat doit satisfaire aux conditions suivantes:
- a) un organe de gestion de l'Etat de réexportation a la preuve que le spécimen a été importé dans cet Etat conformément aux dispositions de la présente Convention;
  - b) un organe de gestion de l'Etat de réexportation a la preuve que tout spécimen vivant sera mis en état et transporté de façon à éviter les risques de blessures, de maladie ou de traitement rigoureux.
6. L'introduction en provenance de la mer d'un spécimen d'une espèce inscrite à l'Annexe II nécessite la délivrance préalable d'un certificat par l'organe de gestion de l'Etat dans lequel le spécimen a été introduit. Ledit certificat doit satisfaire aux conditions suivantes:
- a) une autorité scientifique de l'Etat dans lequel le spécimen a été introduit a émis l'avis que l'introduction ne nuit pas à la survie de ladite espèce;
  - b) un organe de gestion de l'Etat dans lequel le spécimen a été introduit a la preuve que tout spécimen vivant sera traité de façon à éviter les risques de blessures, de maladie ou de traitement rigoureux.
7. Les certificats visés au paragraphe 6 ci-dessus peuvent être délivrés, sur avis de l'autorité scientifique pris après consultation des autres autorités scientifiques nationales, et, le cas échéant, des autorités scientifiques internationales, pour le nombre total de spécimens dont l'introduction est autorisée pendant des périodes n'excédant pas un an.
- 

## *Article V*

début ▲

### **Réglementation du commerce de spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe III**

1. Tout commerce de spécimens d'une espèce inscrite à l'Annexe III doit être conforme aux dispositions du présent Article.
2. L'exportation d'un spécimen d'une espèce inscrite à l'Annexe III par tout Etat qui a inscrit ladite espèce à l'Annexe III nécessite la délivrance et la présentation préalables d'un permis d'exportation qui doit satisfaire aux conditions suivantes:

- a) un organe de gestion de l'Etat d'exportation a la preuve que le spécimen en question n'a pas été obtenu en contravention aux lois sur la préservation de la faune et de la flore en vigueur dans cet Etat;
  - b) un organe de gestion de l'Etat d'exportation a la preuve que tout spécimen vivant sera mis en état et transporté de façon à éviter les risques de blessures, de maladie ou de traitement rigoureux.
3. Sauf dans les cas prévus au paragraphe 4 du présent Article, l'importation de tout spécimen d'une espèce inscrite à l'Annexe III nécessite la présentation préalable d'un certificat d'origine et, dans le cas d'une importation en provenance d'un Etat qui a inscrit ladite espèce à l'Annexe III, d'un permis d'exportation.
  4. Lorsqu'il s'agit d'une réexportation, un certificat délivré par l'organe de gestion de l'Etat de réexportation précisant que le spécimen a été transformé dans cet Etat, ou qu'il va être réexporté en l'état, fera preuve pour l'Etat d'importation que les dispositions de la présente Convention ont été respectées pour les spécimens en question.

---

## *Article VI*

début ▲

### **Permis et certificats**

1. Les permis et certificats délivrés en vertu des dispositions des Articles III, IV et V doivent être conformes aux dispositions du présent Article.
2. Un permis d'exportation doit contenir des renseignements précisés dans le modèle reproduit à l'Annexe IV; il ne sera valable pour l'exportation que pour une période de six mois à compter de la date de délivrance.
3. Tout permis ou certificat se réfère au titre de la présente Convention; il contient le nom et le cachet de l'organe de gestion qui l'a délivré et un numéro de contrôle attribué par l'organe de gestion.
4. Toute copie d'un permis ou d'un certificat délivré par un organe de gestion doit être clairement marquée comme telle et ne peut être utilisée à la place de l'original d'un permis ou d'un certificat, à moins qu'il ne soit stipulé autrement sur la copie.
5. Un permis ou un certificat distinct est requis pour chaque expédition de spécimens.



6. Le cas échéant, un organe de gestion de l'Etat d'importation de tout spécimen conserve et annule le permis d'exportation ou le certificat de réexportation et tout permis d'importation correspondant présentés lors de l'importation dudit spécimen.
7. Lorsque cela est réalisable, un organe de gestion peut apposer une marque sur un spécimen pour en permettre l'identification. A ces fins, le terme "marque" désigne toute empreinte indélébile, plomb ou autre moyen approprié permettant d'identifier un spécimen et conçu de manière à rendre toute contrefaçon aussi difficile que possible.

---

## *Article VII*

début ▲

### **Dérogations et autres dispositions particulières concernant le commerce**

1. Les dispositions des Articles III, IV et V ne s'appliquent pas au transit ou au transbordement de spécimens sur le territoire d'une Partie, lorsque ces spécimens restent sous le contrôle de la douane.
2. Lorsqu'un organe de gestion de l'Etat d'exportation ou de réexportation a la preuve que le spécimen a été acquis avant que les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent audit spécimen, les dispositions des Articles III, IV et V ne sont pas applicables à ce spécimen, à la condition que ledit organe de gestion délivre un certificat à cet effet.
3. Les dispositions des Articles III, IV et V ne s'appliquent pas aux spécimens qui sont des objets personnels ou à usage domestique. Toutefois, ces dérogations ne s'appliquent pas:
  - a) s'il s'agit de spécimens d'une espèce inscrite à l'Annexe I, lorsqu'ils ont été acquis par leur propriétaire en dehors de son Etat de résidence permanente et sont importés dans cet Etat;
  - b) s'il s'agit de spécimens d'une espèce inscrite à l'Annexe II:
    - i) lorsqu'ils ont été acquis par leur propriétaire, lors d'un séjour hors de son Etat de résidence habituelle, dans un Etat dans le milieu sauvage duquel a eu lieu la capture ou la récolte;
    - ii) lorsqu'ils sont importés dans l'Etat de résidence habituelle du propriétaire;
    - iii) et lorsque l'Etat dans lequel a eu lieu la capture ou la récolte exige la

délivrance préalable d'un permis d'exportation;

à moins qu'un organe de gestion ait la preuve que ces spécimens ont été acquis avant que les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent aux spécimens en question.

4. Les spécimens d'une espèce animale inscrite à l'Annexe I élevés en captivité à des fins commerciales, ou d'une espèce de plante inscrite à l'Annexe I reproduite artificiellement à des fins commerciales, seront considérés comme des spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe II.
5. Lorsqu'un organe de gestion de l'Etat d'exportation a la preuve qu'un spécimen d'une espèce animale a été élevé en captivité ou qu'un spécimen d'une espèce de plante a été reproduit artificiellement, ou qu'il s'agit d'une partie d'un tel animal ou d'une telle plante, ou d'un de ses produits, un certificat délivré par l'organe de gestion à cet effet est accepté à la place des permis et certificats requis conformément aux dispositions des Articles III, IV ou V.
6. Les dispositions des Articles III, IV et V ne s'appliquent pas aux prêts, donations et échanges à des fins non commerciales entre des hommes de science et des institutions scientifiques qui sont enregistrés par un organe de gestion de leur Etat, de spécimens d'herbiers et d'autres spécimens de musées conservés, desséchés ou sous inclusion et de plantes vivantes qui portent une étiquette délivrée ou approuvée par un organe de gestion.
7. Un organe de gestion de tout Etat peut accorder des dérogations aux obligations des Articles III, IV et V et autoriser sans permis ou certificats les mouvements des spécimens qui font partie d'un zoo, d'un cirque, d'une ménagerie, d'une exposition d'animaux ou de plantes itinérants à condition que:
  - a) l'exportateur ou l'importateur déclare les caractéristiques complètes de ces spécimens à l'organe de gestion,
  - b) ces spécimens entrent dans une des catégories spécifiées au paragraphe 2 ou 5 du présent Article,
  - c) l'organe de gestion ait la preuve que tout spécimen vivant sera transporté et traité de façon à éviter les risques de blessures, de maladie ou de traitement rigoureux.

---

### *Article VIII*

début ▲

### **Mesures à prendre par les Parties**

1. Les Parties prennent les mesures appropriées en vue de la mise en application des dispositions de la présente Convention ainsi que pour interdire le commerce de spécimens en violation de ses dispositions. Ces mesures comprennent:
  - a) des sanctions pénales frappant soit le commerce, soit la détention de tels spécimens, ou les deux;
  - b) la confiscation ou le renvoi à l'Etat d'exportation de tels spécimens.
2. Outre les mesures prises en vertu du paragraphe 1 du présent Article, une Partie peut, lorsqu'elle le juge nécessaire, prévoir toute procédure de remboursement interne des frais qu'elle a encourus et résultant de la confiscation de spécimens qui ont fait l'objet d'un commerce en violation de mesures prises en application des dispositions de la présente Convention.
3. Dans toute la mesure du possible, les Parties feront en sorte que les formalités requises pour le commerce de spécimens s'effectuent dans les meilleurs délais. En vue de faciliter ces formalités, chaque Partie pourra désigner des ports de sortie et des ports d'entrée où les spécimens doivent être présentés pour être dédouanés. Les Parties feront également en sorte que tout spécimen vivant, au cours du transit, de la manutention ou du transport soit convenablement traité, de façon à éviter les risques de blessures, de maladie et de traitement rigoureux.
4. En cas de confiscation d'un spécimen vivant, résultant des dispositions du paragraphe 1 du présent Article, les modalités suivantes s'appliquent:
  - a) le spécimen est confié à un organe de gestion de l'Etat qui a procédé à cette confiscation;
  - b) l'organe de gestion, après avoir consulté l'Etat d'exportation, lui renvoie le spécimen à ses frais, ou l'envoie à un centre de sauvegarde ou tout endroit que cet organe juge approprié et compatible avec les objectifs de la présente Convention;
  - c) l'organe de gestion peut prendre l'avis d'une autorité scientifique ou consulter le Secrétariat chaque fois qu'il le juge souhaitable, afin de faciliter la décision visée à l'alinéa b) ci-dessus, y compris le choix d'un centre de sauvegarde.
5. Un centre de sauvegarde, visé au paragraphe 4 du présent Article, est une institution désignée par un organe de gestion pour prendre soin des spécimens vivants, particulièrement de ceux qui ont été confisqués.
6. Sur le commerce des spécimens des espèces inscrites aux Annexes I, II et III,

chaque Partie tient un registre qui comprend:

- a) le nom et l'adresse des exportateurs et des importateurs;
- b) le nombre et la nature de permis et de certificats délivrés; les Etats avec lesquels le commerce a eu lieu; le nombre ou les quantités et types de spécimens, les noms des espèces telles qu'inscrites aux Annexes I, II et III et, le cas échéant, la taille et le sexe desdits spécimens.

7. Chaque Partie établit des rapports périodiques sur la mise en application, par cette Partie, de la présente Convention, et transmettra au Secrétariat:

- a) un rapport annuel contenant un résumé des informations mentionnées à l'alinéa b) du paragraphe 6 du présent Article;
- b) un rapport bisannuel sur les mesures législatives, réglementaires et administratives prises pour l'application de la présente Convention.

8. Les informations visées au paragraphe 7 du présent Article seront tenues à la disposition du public, dans la mesure où cela n'est pas incompatible avec les dispositions législatives et réglementaires de la Partie intéressée.

---

## *Article IX*

début ▲

### **Organes de gestion et autorités scientifiques**

1. Aux fins de la présente Convention, chaque Partie désigne:

- a) un ou plusieurs organes de gestion compétents pour délivrer les permis et les certificats au nom de cette Partie;
- b) une ou plusieurs autorités scientifiques.

2. Au moment du dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, chaque Etat communique au gouvernement dépositaire le nom et l'adresse de l'organe de gestion habilité à communiquer avec les organes de gestion désignés par d'autres Parties, ainsi qu'avec le Secrétariat.

3. Toute modification aux désignations faites en application des dispositions du présent Article doit être communiquée par la Partie intéressée au Secrétariat pour transmission aux autres Parties.

4. L'organe de gestion cité au paragraphe 2 du présent Article doit, à la demande du Secrétariat ou de l'organe de gestion d'une des Parties, leur communiquer l'empreinte des cachets et sceaux qu'il utilise pour authentifier ses certificats et permis.

---

### *Article X*

début ▲

#### **Commerce avec des Etats non-Parties à la présente Convention**

Dans le cas d'exportation ou de réexportation à destination d'un Etat qui n'est pas Partie à la présente Convention, ou d'importation en provenance d'un tel Etat, les Parties peuvent, à la place des permis et des certificats requis par la présente Convention, accepter des documents similaires, délivrés par les autorités compétentes dudit Etat; ces documents doivent, pour l'essentiel, se conformer aux conditions requises pour la délivrance desdits permis et certificats.

---

### *Article XI*

#### **Conférence des Parties**

1. Le Secrétariat convoquera une session de la Conférence des Parties au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention.
2. Par la suite, le Secrétariat convoque des sessions ordinaires de la Conférence au moins une fois tous les deux ans, à moins que la Conférence n'en décide autrement, et des sessions extraordinaires lorsque la demande écrite en a été faite par au moins un tiers des Parties.
3. Lors des sessions ordinaires ou extraordinaires de cette Conférence, les Parties procèdent à un examen d'ensemble de l'application de la présente Convention et peuvent:
  - a) prendre toute disposition nécessaire pour permettre au Secrétariat de remplir ses fonctions, et adopter des dispositions financières;
  - b) examiner des amendements aux Annexes I et II et les adopter conformément à l'Article XV;
  - c) examiner les progrès accomplis dans la voie de la restauration et de la conservation des espèces figurant aux Annexes I, II et III;

- d) recevoir et examiner tout rapport présenté par le Secrétariat ou par toute Partie;
  - e) le cas échéant, faire des recommandations visant à améliorer l'application de la présente Convention.
4. A chaque session, les Parties peuvent fixer la date et le lieu de la prochaine session ordinaire à tenir conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent Article.
5. A toute session, les Parties peuvent établir et adopter le règlement intérieur de la session.
6. L'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi que tout Etat non-Partie à la présente Convention peuvent être représentés aux sessions de la Conférence par des observateurs qui ont le droit de participer à la session sans droit de vote.
7. Tout organisme ou toute institution techniquement qualifiés dans le domaine de la protection, de la conservation ou de la gestion de la faune et de la flore sauvages qui ont informé le Secrétariat de leur désir de se faire représenter aux sessions de la Conférence par des observateurs y sont admis - sauf si un tiers au moins des Parties s'y opposent - à condition qu'ils appartiennent à une des catégories suivantes:
- a) organismes ou institutions internationaux, soit gouvernementaux soit non gouvernementaux, ou organismes ou institutions nationaux gouvernementaux;
  - b) organismes ou institutions nationaux non gouvernementaux qui ont été approuvés à cet effet par l'Etat dans lequel ils sont établis.
- Une fois admis, ces observateurs ont le droit de participer aux sessions sans droit de vote.

---

## *Article XII*

début ▲

### **Le Secrétariat**

1. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, un Secrétariat sera fourni par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Dans la mesure où il le juge opportun, ce dernier peut bénéficier du concours d'organismes internationaux ou nationaux appropriés, gouvernementaux et non

gouvernementaux, compétents en matière de protection, de conservation et de gestion de la faune et de la flore sauvages.

2. Les attributions du Secrétariat sont les suivantes:

- a) organiser les conférences des Parties et fournir les services y afférents;
- b) remplir les fonctions qui lui sont confiées en vertu des dispositions des Articles XV et XVI de la présente Convention;
- c) entreprendre, conformément aux programmes arrêtés par la Conférence des Parties, les études scientifiques et techniques qui contribueront à l'application de la présente Convention, y compris les études relatives aux normes à respecter pour la mise en état et le transport appropriés de spécimens vivants et aux moyens d'identifier ces spécimens;
- d) étudier les rapports des Parties et demander aux Parties tout complément d'information qu'il juge nécessaire pour assurer l'application de la présente Convention;
- e) attirer l'attention des Parties sur toute question ayant trait aux objectifs de la présente Convention;
- f) publier périodiquement et communiquer aux Parties des listes mises à jour des Annexes I, II et III ainsi que toutes informations de nature à faciliter l'identification des spécimens des espèces inscrites à ces Annexes;
- g) établir des rapports annuels à l'intention des Parties sur ses propres travaux et sur l'application de la présente Convention, ainsi que tout autre rapport que lesdites Parties peuvent demander lors des sessions de la Conférence;
- h) faire des recommandations pour la poursuite des objectifs et la mise en application des dispositions de la présente Convention, y compris les échanges d'informations de nature scientifique ou technique;
- i) remplir toutes autres fonctions que peuvent lui confier les Parties.

---

*Article XIII*

**Mesures internationales**

début ▲

1. Lorsque, à la lumière des informations reçues, le Secrétariat considère qu'une espèce inscrite aux Annexes I ou II est menacée par le commerce des spécimens de ladite espèce ou que les dispositions de la présente Convention ne sont pas effectivement appliquées, il en avertit l'organe de gestion compétent de la Partie ou des Parties intéressées.
  2. Quand une Partie reçoit communication des faits indiqués au paragraphe 1 du présent Article, elle informe, le plus rapidement possible et dans la mesure où sa législation le permet, le Secrétariat de tous les faits qui s'y rapportent et, le cas échéant, propose des mesures correctives. Quand la Partie estime qu'il y a lieu de procéder à une enquête, celle-ci peut être effectuée par une ou plusieurs personnes expressément agréées par ladite Partie.
  3. Les renseignements fournis par la Partie ou résultant de toute enquête prévue au paragraphe 2 du présent Article sont examinés lors de la session suivante de la Conférence des Parties, laquelle peut adresser à ladite Partie toute recommandation qu'elle juge appropriée.
- 

#### *Article XIV*

#### **Incidences de la Convention sur les législations internes et sur les conventions internationales**

1. Les dispositions de la présente Convention n'affectent pas le droit des Parties d'adopter:
  - a) des mesures internes plus strictes en ce qui concerne les conditions auxquelles le commerce, la capture ou la récolte, la détention ou le transport de spécimens d'espèces inscrites aux Annexes I, II et III sont soumis, mesures qui peuvent aller jusqu'à leur interdiction complète;
  - b) des mesures internes limitant ou interdisant le commerce, la capture ou la récolte, la détention ou le transport d'espèces qui ne sont pas inscrites aux Annexes I, II ou III.
2. Les dispositions de la présente Convention n'affectent pas les mesures internes et les obligations des Parties découlant de tous traités, conventions ou accords internationaux concernant d'autres aspects du commerce, de la capture ou de la récolte, de la détention ou du transport de spécimens, qui sont ou pourront entrer en vigueur à l'égard de toute Partie y compris, notamment, toute mesure ayant trait aux douanes, à l'hygiène publique, à la science vétérinaire ou à la quarantaine des plantes.
3. Les dispositions de la présente Convention n'affectent pas les dispositions ou les



obligations découlant de tout traité, convention ou accord international conclus ou à conclure entre Etats, portant création d'une union ou d'une zone commerciale régionale, comportant l'établissement ou le maintien de contrôles communs douaniers extérieurs et la suppression de contrôles douaniers intérieurs, dans la mesure où elles ont trait au commerce entre les Etats membres de ladite union ou zone.

4. Un Etat Partie à la présente Convention, qui est également partie à un autre traité, à une autre convention ou à un autre accord international en vigueur au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention et dont les dispositions accordent une protection aux espèces marines inscrites à l'Annexe II, sera dégagé des obligations qui lui sont imposées en vertu des dispositions de la présente Convention en ce qui concerne le commerce de spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe II qui sont pris par des navires immatriculés dans cet Etat et conformément aux dispositions dudit traité, de ladite convention ou dudit accord international.
5. Nonobstant les dispositions des Articles III, IV et V de la présente Convention, toute exportation d'un spécimen pris conformément au paragraphe 4 du présent Article ne nécessite qu'un certificat d'un organe de gestion de l'Etat dans lequel il a été introduit attestant que le spécimen a été pris conformément aux dispositions des autres traités, conventions ou accords internationaux en question.
6. Aucune disposition de la présente Convention ne préjuge la codification et l'élaboration du droit de la mer par la Conférence des Nations Unies sur le Droit de la mer convoquée en vertu de la Résolution no 2750 C (XXV) de l'Assemblée générale des Nations Unies, ni les revendications et positions juridiques, présentes ou futures, de tout Etat touchant le droit de la mer, et la nature et l'étendue de sa juridiction côtière et de la juridiction qu'il exerce sur les navires battant son pavillon.

---

### *Article XV*

début ▲

#### **Amendements aux Annexes I et II**

1. Les dispositions suivantes s'appliquent en ce qui concerne les amendements apportés aux Annexes I et II lors des sessions de la Conférence des Parties:
  - a) Toute Partie peut proposer un amendement aux Annexes I ou II pour examen à la session suivante de la Conférence. Le texte de la proposition d'amendement est communiqué au Secrétariat 150 jours au moins avant la session de la Conférence. Le Secrétariat consulte les autres Parties et organes intéressés au sujet de l'amendement, conformément aux dispositions des alinéas b) et c) du paragraphe 2 du présent Article et communique les réponses à toutes les Parties

30 jours au moins avant la session de la Conférence.

- b) Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes. A cette fin "Parties présentes et votantes" signifie les Parties présentes et s'exprimant affirmativement ou négativement. Il n'est pas tenu compte des abstentions dans le calcul de la majorité des deux tiers requise pour l'adoption de l'amendement.
- c) Les amendements adoptés à une session de la Conférence entrent en vigueur 90 jours après ladite session pour toutes les Parties, à l'exception de celles qui formulent une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent Article.

2. Les dispositions suivantes s'appliquent en ce qui concerne les amendements apportés aux Annexes I et II dans l'intervalle des sessions de la Conférence des Parties:

- a) Toute Partie peut proposer un amendement aux Annexes I ou II pour examen dans l'intervalle des sessions de la Conférence des Parties par la procédure de vote par correspondance stipulée dans le présent paragraphe.
- b) Pour les espèces marines, le Secrétariat, dès réception du texte de la proposition d'amendement, le communique à toutes les Parties. Il consulte également les organismes intergouvernementaux compétents particulièrement en vue d'obtenir toutes données scientifiques que ces organismes sont à même de fournir et d'assurer la coordination de toute mesure de conservation appliquée par ces organismes. Le Secrétariat communique aux Parties dans les meilleurs délais les vues exprimées et les données fournies par ces organismes ainsi que ses propres conclusions et recommandations.
- c) Pour les espèces autres que les espèces marines, le Secrétariat, dès réception du texte de la proposition d'amendement, le communique aux Parties. Par la suite, il leur transmet ses propres recommandations dans les meilleurs délais.
- d) Toute Partie peut, dans un délai de 60 jours à partir de la date à laquelle le Secrétariat a transmis ses recommandations aux Parties en application des alinéas b) ou c) ci-dessus, transmettre audit Secrétariat tous commentaires au sujet de la proposition d'amendement ainsi que toutes données et tous renseignements scientifiques nécessaires.
- e) Le Secrétariat communique aux Parties, dans les meilleurs délais, les réponses qu'il a reçues, accompagnées de ses propres recommandations.
- f) Si aucune objection à la proposition d'amendement n'est reçue par le Secrétariat dans un délai de 30 jours à partir de la date à laquelle il transmet les réponses et

recommandations reçues en vertu des dispositions de l'alinéa e) du présent paragraphe, l'amendement entre en vigueur 90 jours plus tard pour toutes les Parties sauf pour celles qui font une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent Article.

- g) Si une objection d'une Partie est reçue par le Secrétariat, la proposition d'amendement doit être soumise à un vote par correspondance conformément aux dispositions des alinéas h), i) et j) du présent paragraphe.
- h) Le Secrétariat notifie aux Parties qu'une objection a été reçue.
- i) A moins que le Secrétariat n'ait reçu les votes affirmatifs ou négatifs, ou les abstentions d'au moins la moitié des Parties dans le délai de 60 jours qui suit la date de notification conformément à l'alinéa h) du présent paragraphe, la proposition d'amendement sera renvoyée pour nouvel examen à la session suivante de la Conférence des Parties.
- j) Dans le cas où le nombre de votes reçus émanent d'au moins la moitié des Parties, la proposition d'amendement est adoptée à la majorité des deux tiers des Parties ayant exprimé un vote affirmatif ou négatif.
- k) Le Secrétariat notifie aux Parties le résultat du scrutin.
- l) Si la proposition d'amendement est adoptée, elle entre en vigueur 90 jours après la date de notification par le Secrétariat de son acceptation, à l'égard de toutes les Parties, sauf à l'égard de celles qui font une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent Article.

3. Durant le délai de 90 jours prévu à l'alinéa c) du paragraphe 1 ou à l'alinéa l) du paragraphe 2 du présent Article, toute Partie peut, par notification écrite au gouvernement dépositaire faire une réserve au sujet de l'amendement. Tant que ladite réserve n'est pas retirée, cette Partie est considérée comme un Etat qui n'est pas Partie à la présente Convention en ce qui concerne le commerce des espèces visées.

---

## *Article XVI*

début ▲

### **Annexe III et amendements à cette Annexe**

1. Toute Partie peut à tout moment soumettre au Secrétariat une liste d'espèces qu'il déclare avoir fait l'objet, dans les limites de sa compétence, d'une réglementation aux fins visées au paragraphe 3 de l'Article II. L'Annexe III comprend le nom de la Partie qui a fait inscrire l'espèce, les noms scientifiques desdites espèces, les

parties d'animaux et de plantes concernés et les produits obtenus à partir de ceux-ci, qui sont expressément mentionnés, conformément aux dispositions de l'alinéa b) de l'Article I.

2. Chaque liste soumise en application des dispositions du paragraphe 1 du présent Article est communiquée aux Parties aussitôt après sa réception, par le Secrétariat. La liste entrera en vigueur, en tant que partie intégrante de l'Annexe III, 90 jours après la date de communication. Après communication de ladite liste, toute Partie peut, par notification écrite adressée au gouvernement dépositaire, formuler une réserve au sujet de toute espèce, de toute partie ou de tout produit obtenu à partir des animaux ou plantes concernés, et, tant que cette réserve n'a pas été retirée, l'Etat est considéré comme un Etat non-Partie à la présente Convention en ce qui concerne le commerce de l'espèce ou de la partie ou du produit obtenu à partir des animaux ou plantes concernés.
3. Une Partie qui a inscrit une espèce à l'Annexe III peut en effectuer le retrait par notification écrite au Secrétariat qui en informe toutes les Parties. Ce retrait entre en vigueur 30 jours après la date de cette communication.
4. Toute Partie soumettant une liste d'espèces en vertu des dispositions du paragraphe 1 du présent Article communique au Secrétariat une copie de toutes les lois et des règlements internes applicables à la protection de ces espèces, accompagnée de tout commentaire que la Partie juge nécessaire ou que le Secrétariat peut lui demander. Tant que les espèces en question restent inscrites à l'Annexe III, la Partie communique tout amendement apporté à ces lois et règlements ou tout nouveau commentaire, dès leur adoption.

---

## *Article XVII*

début ▲

### **Amendements à la Convention**

1. Une session extraordinaire de la Conférence des Parties est convoquée par le Secrétariat, si au moins un tiers des Parties en fait la demande par écrit, pour examiner et adopter des amendements à la présente Convention. Ces amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes. A cette fin, "Parties présentes et votantes" signifie les Parties présentes et s'exprimant affirmativement ou négativement. Il n'est pas tenu compte des abstentions dans le calcul de la majorité des deux tiers requise pour l'adoption de l'amendement.
2. Le texte de toute proposition d'amendement est communiqué par le Secrétariat aux Parties 90 jours au moins avant la session de la Conférence.
3. Un amendement entre en vigueur pour les Parties qui l'ont approuvé le

soixantième jour après que les deux tiers des Parties ont déposé un instrument d'approbation de l'amendement auprès du gouvernement dépositaire. Par la suite, l'amendement entre en vigueur pour toute autre Partie 60 jours après le dépôt par ladite Partie de son instrument d'approbation de l'amendement.

---

### *Article XVIII*

#### **Règlement des différends**

1. Tout différend survenant entre deux ou plusieurs Parties à la présente Convention relativement à l'interprétation ou l'application des dispositions de ladite Convention fera l'objet de négociations entre les Parties concernées.
  2. Si ce différend ne peut être réglé de la façon prévue au paragraphe 1 ci-dessus, les Parties peuvent, d'un commun accord, soumettre le différend à l'arbitrage, notamment à celui de la Cour permanente d'arbitrage de la Haye, et les Parties ayant soumis le différend seront liées par la décision arbitrale.
- 

### *Article XIX*

début ▲

#### **Signature**

La présente Convention sera ouverte à la signature à Washington jusqu'au 30 avril 1973 et après cette date, à Berne jusqu'au 31 décembre 1974.

---

### *Article XX*

#### **Ratification, acceptation, approbation**

La présente Convention sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du gouvernement de la Confédération Suisse, qui est le gouvernement dépositaire.

---

### *Article XXI*

début ▲

#### **Adhésion**

La présente Convention sera ouverte indéfiniment à l'adhésion. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du gouvernement dépositaire.

---

## *Article XXII*

### **Entrée en vigueur**

1. La présente Convention entrera en vigueur 90 jours après le dépôt du dixième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du gouvernement dépositaire.
  2. Pour chaque Etat qui ratifiera, acceptera ou approuvera la présente Convention ou y adhérera postérieurement au dépôt du dixième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur 90 jours après le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
- 

## *Article XXIII*

début ▲

### *Réserves*

1. La présente Convention ne peut faire l'objet de réserves générales. Seules des réserves spéciales peuvent être formulées conformément aux dispositions du présent Article et de celles des Articles XV et XVI.
  2. Tout Etat peut, en déposant son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, formuler une réserve spéciale concernant:
    - a) toute espèce inscrite aux Annexes I, II ou III; ou
    - b) toutes parties ou tous produits obtenus à partir d'un animal ou d'une plante d'une espèce inscrite à l'Annexe III.
  3. Tant qu'un Etat Partie à la présente Convention ne retire pas sa réserve formulée en vertu des dispositions du présent Article, cet Etat est considéré comme un Etat qui n'est pas Partie à la présente Convention en ce qui concerne le commerce des espèces, parties ou produits obtenus à partir d'un animal ou d'une plante spécifiés dans ladite réserve.
-

## *Article XXIV*

### **Dénonciation**

Toute Partie pourra dénoncer la présente Convention par notification écrite adressée au gouvernement dépositaire. La dénonciation prendra effet douze mois après la réception de cette notification par le gouvernement dépositaire.

---

## *Article XXV*

### **Dépositaire**

1. L'original de la présente Convention, dont les textes [anglais](#), [chinois](#), [espagnol](#), français et [russe](#) font également foi, sera déposé auprès du gouvernement dépositaire qui en transmettra des copies certifiées conformes aux Etats qui l'ont signée ou qui ont déposé des instruments d'adhésion à ladite Convention.
2. Le gouvernement dépositaire informe les Etats signataires et adhérents à la présente Convention et le Secrétariat des signatures, du dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, de la présentation ou du retrait des réserves, de l'entrée en vigueur de la présente Convention, de ses amendements et des notifications de dénonciation.
3. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, un exemplaire certifié conforme de ladite Convention sera transmis par le gouvernement dépositaire au Secrétariat des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

*En foi de quoi*, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

*Fait* à Washington ce troisième jour de mars, mil neuf cent soixante-treize.  
Les Annexes I, II et III de la CITES

---

Les [Annexes I, II et III](#) de la Convention sont des listes où figurent des espèces bénéficiant de différents degrés ou types de protection face à la surexploitation (voir sous "[Comment fonctionne la CITES](#)"). Les annexes sont également disponibles ici en [PDF](#) et peuvent être téléchargées.

Les espèces inscrites à l'Annexe I sont les plus menacées de toutes les espèces animales et végétales couvertes par la CITES (voir l'[Article II, paragraphe 1](#), de la Convention). Etant menacées d'extinction, la CITES en interdit le commerce international de leurs spécimens sauf lorsque l'importation n'est pas faite à des

fins commerciales (voir l'[Article III](#)) mais, par exemple, à des fins de recherche scientifique. Dans ces cas exceptionnels, les transactions peuvent avoir lieu à condition d'être autorisées par le biais de la délivrance d'un permis d'importation et d'un permis d'exportation (ou d'un certificat de réexportation). Par ailleurs, l'Article VII prévoit des dérogations à cette interdiction et à ces obligations.

L'Annexe II est la liste des espèces qui, bien que n'étant pas nécessairement menacées actuellement d'extinction, pourraient le devenir si le commerce de leurs spécimens n'était pas étroitement contrôlé. Elle comprend aussi ce qu'on appelle les "espèces semblables", c'est-à-dire celles dont les spécimens commercialisés ressemblent à ceux d'espèces inscrites pour des raisons de conservation (voir [Article II, paragraphe 2](#), de la Convention). Le commerce international des spécimens des espèces inscrites à l'Annexe II peut être autorisé et doit dans ce cas être couvert par un permis d'exportation ou un certificat de réexportation. La CITES n'impose pas de permis d'importation pour ces espèces (bien qu'un permis soit nécessaire dans certains pays ayant pris des mesures plus strictes que celles prévues par la Convention). Les autorités chargées de délivrer les permis et les certificats ne devraient le faire que si certaines conditions sont remplies mais surtout si elles ont l'assurance que le commerce ne nuira pas à la survie de l'espèce dans la nature (voir [Article IV](#) de la Convention).

L'Annexe III est la liste des espèces inscrites à la demande d'une Partie qui en réglemente déjà le commerce et qui a besoin de la coopération des autres Parties pour en empêcher l'exploitation illégale ou non durable (voir [Article II, paragraphe 3](#), de la Convention). Le commerce international des spécimens des espèces inscrites à cette annexe n'est autorisé que sur présentation des permis ou certificats appropriés (voir [Article V](#) de la Convention).

Seule la Conférence des Parties – à ses sessions ordinaires ou par correspondance – peut ajouter des espèces aux Annexes I et II, ou en supprimer de ces annexes, ou encore en transférer entre ces annexes (voir [Article XV](#) de la Convention). En revanche, une Partie peut en tout temps inscrire des espèces à l'Annexe III ou en supprimer de cette annexe (bien que la Conférence des Parties recommande de procéder aux changements au moment où les Annexes I et II sont amendées).

Les noms d'espèces figurant dans les annexes peuvent être annotés pour préciser l'inscription. Des populations séparées d'une même espèce, par exemple, peuvent avoir des besoins de conservation différents et être inscrites à des annexes différentes (exemple: les populations de loups inscrites à l'Annexe I sont uniquement celles du Bhoutan, de l'Inde, du Népal et du Pakistan; toutes les autres sont inscrites à l'Annexe II). Ces annotations (par exemple "#1") apparaissent dans la partie "Interprétation", ainsi que dans les annexes, à côté du nom de l'espèce; on a ainsi une double référence. C'est pour cette raison que les annexes devraient toujours être consultées en se référant en même temps à la partie "[Interprétation](#)".



Toute Partie peut formuler des [réserves](#) au sujet de l'inscription d'une espèce aux annexes, conformément aux Articles [XV](#), [XVI](#) ou [XXIII](#) de la Convention.

Toute Partie à la CITES (tout Etat membre) peut déclarer unilatéralement qu'elle n'est pas liée par les dispositions de la Convention relatives au commerce d'une espèce particulière inscrite aux annexes (ou d'une partie ou d'un produit inscrit à l'Annexe III). Ces déclarations sont appelées "[réserves](#)"; elles peuvent être faites conformément aux Articles [XV](#), [XVI](#) et [XXIII](#) de la Convention.

Concernant les espèces inscrites à [l'Annexe I](#) ou à [l'Annexe II](#), il y a des restrictions à la date à laquelle les réserves peuvent être formulées: elles peuvent l'être soit quand l'Etat devient Partie à la Convention, soit dans les 90 jours suivant l'adoption d'un amendement aux annexes. Ainsi, si la Conférence des Parties décide à une session de transférer une espèce de l'Annexe II à l'Annexe I, les réserves à l'inscription à l'Annexe I doivent être formulées dans les 90 jours suivant la fin de la session. (Voir [l'Article XV](#), paragraphe 3, et [l'Article XXIII](#), de la Convention.)

Concernant les espèces (ou les parties ou produits) inscrites à l'Annexe III, un Etat peut formuler une réserve au moment de devenir Partie ou en tout temps à partir de ce moment. (Voir les [Articles XVI](#) et [XXIII](#) de la Convention.)

Une Partie ayant formulé une réserve peut la retirer en tout temps. Cependant, tant que la réserve est en vigueur, cette Partie est traitée officiellement comme un pays non Partie pour ce qui est du commerce de l'espèce en question (ou de ses parties et produits).

Toutes les Parties ont le droit de formuler des réserves mais cela peut poser des problèmes d'application. C'est pourquoi la Conférence des Parties a adopté la résolution [Conf. 4.25 \(Rev. CoP14\)](#), dans laquelle elle recommande que les Parties ayant formulé une réserve au sujet de l'inscription d'une espèce à l'Annexe I traitent cette espèce comme si elle était inscrite à l'Annexe II et notent dans leurs rapports annuels les données relatives au commerce dont cette espèce fait l'objet.

Réserves formulées par les Parties

**en vigueur dès le 13 septembre 2007**

Annexe I			
ORDRE / Famille	Espèce	Pays	En vigueur dès le
FAUNA (ANIMAUX) PHYLUM CHORDATA			
CLASSE MAMMALIA (MAMMIFERES)			
ARTIODACTYLA			

Tayassuidae Pécariis	<i>Catagonus wagneri</i>	Liechtenstein	22/10/1987
		Suisse	22/10/1987
<b>CARNIVORA</b>			
Canidae Chacal commun, loups, dhole, renards, fennec	<i>Canis lupus</i> (seulement les populations du Bhoutan, de l'Inde, du Népal et du Pakistan)	Ex-République yougoslave de Macédoine	02/10/2000
		Suisse	28/06/1979
Felidae Félins	<i>Acinonyx jubatus</i>	Namibie	18/03/1991
	<i>Caracal caracal</i> (seulement la population de l'Asie)	Suisse	28/06/1979
	<i>Prionailurus rubiginosus</i> (seulement la population de l'Inde)	Suisse	28/06/1979
Ursidae Ours, panda géant	<i>Ursus arctos isabellinus</i>	Suisse	28/06/1979
<b>CETACEA Dauphins, marsouins, baleines</b>			
Balaenopteridae Baleinoptères, rorquals	<i>Balaenoptera acutorostrata</i> (sauf la population du Groenland occidental, inscrite à l'Annexe II)	Islande	02/04/2000
		Japon	01/01/1986
		Norvège	01/01/1986
		Palaos	15/07/2004
	<i>Balaenoptera bonaerensis</i>	Islande	02/04/2000
		Japon	01/01/1986
		Norvège	01/01/1986
	<i>Balaenoptera borealis</i>	Islande	02/04/2000
	<i>Balaenoptera borealis</i> [la réserve ne s'applique pas aux populations: a) du Pacifique Nord; et b) des zones situées de 0° à 70° de longitude est et de l'équateur à l'Antarctique]	Japon	06/06/1981
		Norvège	06/06/1981
	<i>Balaenoptera edeni</i>	Japon	29/07/1983
	<i>Balaenoptera musculus</i>	Islande	02/04/2000
	<i>Balaenoptera physalus</i>	Islande	02/04/2000
		Japon	06/06/1981
<i>Balaenoptera physalus</i> [la réserve s'applique aux populations: a) de l'Atlantique nord au large de l'Islande; b) de l'Atlantique nord au large de Terre-Neuve; et c) des zones situées de 40° de	Norvège	06/06/1981	

	latitude sud à l'Antarctique et de 120° à 60° de longitude ouest]		
	<i>Megaptera novaeangliae</i>	Islande	02/04/2000
		Saint-Vincent-et-les-Grenadines	28/02/1989
Delphinidae Dauphins	<i>Orcaella brevirostris</i>	Japon	12/01/2005
Physeteridae Cachalot	<i>Physeter catodon</i>	Islande	02/04/2000
		Japon	06/06/1981
		Norvège	06/06/1981
		Palaos	15/07/2004
Ziphiidae Ziphius, hyperoodons	<i>Berardius bairdii</i>	Japon	29/07/1983
	<i>Hyperoodon ampullatus</i>	Islande	02/04/2000
<b>CHIROPTERA</b>			
Pteropodidae Roussettes, renards-volants	<i>Pteropus loochoensis</i>	Palaos	15/07/2004
	<i>Pteropus mariannus</i>	Palaos	15/07/2004
	<i>Pteropus pelewensis</i>	Palaos	15/07/2004
	<i>Pteropus pilosus</i>	Palaos	15/07/2004
	<i>Pteropus ualanus</i>	Palaos	15/07/2004
	<i>Pteropus yapensis</i>	Palaos	15/07/2004
<b>PROBOSCIDEA</b>			
Elephantidae Eléphants	<i>Loxodonta africana</i>	Malawi	18/01/1990
<b>SIRENIA</b>			
Dugongidae Dugong	<i>Dugong dugon</i>	Palaos	15/07/2004
<b>CLASSE AVES (OISEAUX)</b>			
<b>COLUMBIFORMES</b>			
Columbidae Pigeons, colombe poignardée, gouras, tourterelles	<i>Caloenas nicobarica</i>	Palaos	15/07/2004
		Suisse	28/06/1979
<b>FALCONIFORMES Aigles, faucons, éperviers, vautours</b>			
Accipitridae Aigles, milan de Wilson, pygargues	<i>Aquila adalberti</i>	Arabie saoudite	10/06/1996
	<i>Aquila heliaca</i>	Arabie saoudite	10/06/1996
	<i>Chondrohierax uncinatus wilsonii</i>	Arabie saoudite	10/06/1996
	<i>Haliaeetus albicilla</i>	Arabie saoudite	10/06/1996
	<i>Harpia harpyja</i>	Arabie saoudite	10/06/1996
	<i>Pithecophaga jefferyi</i>	Arabie saoudite	10/06/1996
Cathartidae Vautours du Nouveau Monde	<i>Gymnogyps californianus</i>	Arabie saoudite	10/06/1996
	<i>Vultur gryphus</i>	Arabie saoudite	10/06/1996

Falconidae Faucons	<i>Falco araeus</i>	Arabie saoudite	10/06/1996
	<i>Falco jugger</i>	Arabie saoudite	10/06/1996
	<i>Falco newtoni</i> (seulement la population des Seychelles)	Arabie saoudite	10/06/1996
	<i>Falco pelegrinoides</i>	Arabie saoudite	10/06/1996
	<i>Falco peregrinus</i>	Arabie saoudite	10/06/1996
		Palaos	15/07/2004
	<i>Falco punctatus</i>	Arabie saoudite	10/06/1996
	<i>Falco rusticolus</i>	Arabie saoudite	10/06/1996
<b>GRUIFORMES</b>			
Otididae Outardes	<i>Chlamydotis macqueenii</i>	Suisse	28/06/1979
	<i>Chlamydotis undulata</i>	Suisse	28/06/1979
<b>PSITTACIFORMES</b>			
Psittacidae Amazones, aras, perruches, perroquets	<i>Amazona auropalliata</i>	Liechtenstein	13/02/2003
		Philippines	13/02/2003
		Suisse	13/02/2003
	<i>Amazona ochrocephala oratrix</i>	Liechtenstein	13/02/2003
		Philippines	13/02/2003
		Suisse	13/02/2003
	<i>Ara macao</i>	Liechtenstein	01/08/1985
		Suisse	01/08/1985
		Suriname	01/08/1985
		<i>Primolius couloni</i>	Philippines
<b>CLASSE REPTILIA (REPTILES)</b>			
<b>CROCODYLIA</b> Crocodiles, alligators, caïmans			
Crocodylidae Crocodiles	<i>Crocodylus porosus</i> (sauf les populations de l'Australie, de l'Indonésie et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, inscrites à l'Annexe II)	Palaos	15/07/2004
<b>TESTUDINES</b>			
Cheloniidae Tortues marines	<i>Chelonia mydas</i>	Cuba	19/07/1990
		Palaos	15/07/2004
	<i>Chelonia mydas</i> (la réserve ne s'applique pas à la population australienne)	Suriname	15/02/1981
		<i>Eretmochelys imbricata</i>	Cuba
	Palaos		15/07/2004
	Saint-Vincent-et-les-Grenadines		28/02/1989
Dermochelyidae	<i>Dermochelys coriacea</i>	Suriname	15/02/1981

Tortue luth			
<b>CLASSE AMPHIBIA (AMPHIBIENS)</b>			
ANURA			
Microhylidae	<i>Dyscophus antongilii</i>	Liechtenstein	22/10/1987
Crapaud rouge de Madagascar		Suisse	22/10/1987
<b>FLORA (PLANTES)</b>			
CACTACEAE Cactus	<i>Discocactus</i> spp. (la réserve ne s'applique pas à <i>Discocactus horstii</i> )	Liechtenstein	11/06/1992
		Suisse	11/06/1992
	<i>Melocactus conoideus</i>	Liechtenstein	11/06/1992
		Suisse	11/06/1992
	<i>Melocactus deinacanthus</i>	Liechtenstein	11/06/1992
		Suisse	11/06/1992
	<i>Melocactus glaucescens</i>	Liechtenstein	11/06/1992
		Suisse	11/06/1992
	<i>Melocactus paucispinus</i>	Liechtenstein	11/06/1992
		Suisse	11/06/1992
ORCHIDACEAE Orchidées	<i>Renanthera imschootiana</i>	Suisse	28/06/1979

Annexe II			
ORDRE / Famille	Espèce	Pays	En vigueur dès le
<b>FAUNA (ANIMAUX)</b>			
<b>PHYLUM CHORDATA</b>			
<b>CLASSE MAMMALIA (MAMMIFERES)</b>			
CARNIVORA			
Canidae Chacal commun, loups, dhole, renards, fennec	<i>Canis lupus</i> (sauf les populations du Bhoutan, de l'Inde, du Népal et du Pakistan)	Ex-République yougoslave de Macédoine	02/10/2000
CETACEA Dauphins, marsouins, baleines			
Balaenopteridae Baleinoptères, rorquals	<i>Balaenoptera acutorostrata</i> (population du Groenland occidental)	Islande	02/04/2000
Delphinidae Dauphins	<i>Delphinus capensis</i>	Islande	02/04/2000
	<i>Delphinus delphis</i>	Islande	02/04/2000
	<i>Globicephala melas</i>	Islande	02/04/2000
	<i>Lagenorhynchus acutus</i>	Islande	02/04/2000
	<i>Lagenorhynchus albirostris</i>	Islande	02/04/2000
	<i>Orcinus orca</i>	Islande	02/04/2000
	<i>Tursiops aduncus</i>	Islande	02/04/2000

	<i>Tursiops truncatus</i>	Islande	02/04/2000
Phocoenidae Marsouins	<i>Phocoena phocoena</i>	Islande	02/04/2000
PRIMATES Primates			
Cercopithecidae Singes de l'Ancien Monde	<i>Macaca fascicularis</i>	Palaos	15/07/2004
<b>CLASS AVES (OISEAUX)</b>			
APODIFORMES			
Trochilidae Colibris	Trochilidae spp.	Liechtenstein	22/10/1987
		Suisse	22/10/1987
FALCONIFORMES Aigles, faucons, éperviers, vautours			
Accipitridae Aigles, milan de Wilson, pygargues	<i>Haliaeetus leucocephala</i>	Arabie saoudite	10/06/1996
PSITTACIFORMES			
Cacatuidae Cacatoès	<i>Cacatua galerita</i>	Liechtenstein	06/06/1981
		Suisse	06/06/1981
	<i>Eolophus roseicapillus</i>	Liechtenstein	06/06/1981
		Suisse	06/06/1981
Psittacidae Amazones, aras, perruches, perroquets	<i>Agapornis</i> spp.	Liechtenstein	06/06/1981
		Suisse	06/06/1981
	<i>Amazona aestiva</i>	Liechtenstein	06/06/1981
		Suisse	06/06/1981
	<i>Amazona ochrocephala</i>	Liechtenstein	06/06/1981
		Suisse	06/06/1981
	<i>Aratinga</i> spp.	Liechtenstein	06/06/1981
		Suisse	06/06/1981
	<i>Cyanoliseus patagonus</i>	Suisse	06/06/1981
	<i>Cyanoliseus patagonus</i> (la réserve ne s'applique pas à <i>C. p. byroni</i> )	Liechtenstein	06/06/1981
	<i>Myiopsitta monachus</i>	Liechtenstein	06/06/1981
		Suisse	06/06/1981
	<i>Nandayus nenday</i>	Liechtenstein	06/06/1981
		Suisse	06/06/1981
	<i>Platycercus eximius</i>	Liechtenstein	06/06/1981
Suisse		06/06/1981	
<i>Poicephalus senegalus</i>	Liechtenstein	06/06/1981	
	Suisse	06/06/1981	
<i>Psittacula cyanocephala</i>	Liechtenstein	06/06/1981	

		Suisse	06/06/1981
	<i>Pyrrhura</i> spp.	Liechtenstein	06/06/1981
		Suisse	06/06/1981
<b>STRIGIFORMES Rapaces nocturnes</b>			
Strigidae Chouettes, petit-duc géant	<i>Pyrroglaux podargina</i>	Palaos	15/07/2004
<b>CLASSE REPTILIA (REPTILES)</b>			
<b>SAURIA</b>			
Lacertidae Lézards	<i>Podarcis lilfordi</i>	Liechtenstein	22/10/1987
		Suisse	22/10/1987
	<i>Podarcis pityusensis</i>	Liechtenstein	22/10/1987
		Suisse	22/10/1987
Varanidae Varans	<i>Varanus indicus</i>	Palaos	15/07/2004
<b>SERPENTES Serpents</b>			
Boidae Boas	<i>Candoia carinata</i>	Palaos	15/07/2004
<b>CLASSE AMPHIBIA (AMPHIBIENS)</b>			
<b>ANURA</b>			
Dendrobatidae Dendrobates	<i>Dendrobates</i> spp.	Liechtenstein	22/10/1987
		Suisse	22/10/1987
	<i>Epipedobates</i> spp.	Liechtenstein	22/10/1987
		Suisse	22/10/1987
	<i>Phyllobates</i> spp.	Liechtenstein	22/10/1987
		Suisse	22/10/1987
<b>CLASSE ELASMOBRANCHII (REQUINS)</b>			
<b>LAMNIFORMES</b>			
Cetorhinidae Requin pèlerin	<i>Cetorhinus maximus</i>	Indonésie	13/02/2003
		Islande	13/02/2003
		Japon	13/02/2003
		Norvège	13/02/2003
		République de Corée	13/02/2003
Lamnidae Grand requin blanc	<i>Carcharodon carcharias</i>	Islande	12/01/2005
		Japon	12/01/2005
		Norvège	12/01/2005
		Palaos	15/07/2004
<b>ORECTOLOBIFORMES</b>			
Rhincodontidae Requin-baleine	<i>Rhincodon typus</i>	Indonésie	13/02/2003
		Islande	13/02/2003

		Japon	13/02/2003
		Norvège	13/02/2003
		Palaos	15/07/2004
		République de Corée	13/02/2003
<b>CLASSE ACTINOPTERYGII (POISSONS)</b>			
<b>CYPRINIFORMES</b>			
Cyprinidae Barbu aveugle, barbeau de Julien	<i>Caecobarbus geertsii</i>	Liechtenstein	06/06/1981
		Suisse	06/06/1981
<b>SYNGNATHIFORMES</b>			
Syngnathidae Hippocampes	<i>Hippocampus</i> spp.	Indonésie	15/05/2004
		Japon	15/05/2004
		Norvège	15/05/2004
		République de Corée	15/05/2004
	<i>Hippocampus denise</i>	Palaos	15/07/2004
	<i>Hippocampus kuda</i>	Palaos	15/07/2004
<b>PHYLUM MOLLUSCA</b>			
<b>CLASSE BIVALVIA (HUITRES, MOULES, PEIGNES)</b>			
<b>VENERIDA</b>			
Tridacnidae Bénitiers	<i>Hippopus hippopus</i>	Palaos	15/07/2004
	<i>Hippopus porcellanus</i>	Palaos	15/07/2004
	<i>Tridacna crocea</i>	Palaos	15/07/2004
	<i>Tridacna derasa</i>	Palaos	15/07/2004
	<i>Tridacna gigas</i>	Palaos	15/07/2004
	<i>Tridacna maxima</i>	Palaos	15/07/2004
	<i>Tridacna squamosa</i>	Palaos	15/07/2004
<b>FLORA (PLANTES)</b>			
APOCYNACEAE Pachypodes, hoodias	<i>Hoodia</i> spp. [toutes les parties et tous les produits sauf ceux portant le label " <i>Produced from Hoodia spp. material obtained through controlled harvesting and production in collaboration with the CITES Management Authorities of Botswana / Namibia / South Africa under agreement no. BW/NA/ZA xxxxxx</i> " (Produit issu de matériels d' <i>Hoodia</i> spp. obtenus par prélèvement et production contrôlés, en	Suisse	12/01/2005



	collaboration avec les organes de gestion CITES de l'Afrique du Sud, du Botswana ou de la Namibie selon l'accord n° BW/NA/ZA xxxxxx)]		
CYATHEACEAE Fougères arborescentes	<i>Cyathea lunulata</i>	Palaos	15/07/2004
	<i>Cyathea nigricans</i> [toutes les parties et tous les produits des deux espèces, sauf: a) les graines, les spores et le pollen (y compris les pollinies); b) les semis et les cultures de tissus obtenus <i>in vitro</i> , en milieu solide ou liquide, transportés dans des conteneurs stériles; c) les fleurs coupées provenant de plantes reproduites artificiellement; et d) les fruits et leurs parties et produits provenant de plantes reproduites artificiellement du genre <i>Vanilla</i> ]	Palaos	15/07/2004
NEPENTHACEAE Népenthès (Ancien Monde)	<i>Nepenthes mirabilis</i>	Palaos	15/07/2004
ORCHIDACEAE Orchidées	<i>Vanda coerulea</i>	Suisse	28/06/1979
TAXACEAE If commun de l'Himalaya	<i>Taxus wallichiana</i> [toutes les parties et tous les produits, sauf: a) les graines et le pollen; et b) les produits finis conditionnés et prêts pour la vente au détail]	Liechtenstein	16/02/1995
		Suisse	16/02/1995
THYMELAEACEAE (Aquilariaceae) Bois d'Agar, ramin	<i>Aquilaria</i> spp. (la réserve ne s'applique pas à <i>Aquilaria malaccensis</i> ) [toutes les parties et tous les produits, sauf: a) les graines, les spores et le pollen (y compris les pollinies); b) les semis et les cultures de tissus obtenus <i>in vitro</i> , en milieu solide ou liquide, transportés dans des conteneurs stériles; c) les fleurs coupées provenant de plantes reproduites artificiellement; et	Emirats arabes unis	12/01/2005
		Koweït	12/01/2005
		Qatar	12/01/2005
		République arabe syrienne	12/01/2005

	d) les fruits et leurs parties et produits provenant de plantes reproduites artificiellement du genre <i>Vanilla</i> ]		
	<i>Gyrinops</i> spp. [toutes les parties et tous les produits, sauf: a) les graines, les spores et le pollen (y compris les pollinies); b) les semis et les cultures de tissus obtenus <i>in vitro</i> , en milieu solide ou liquide, transportés dans des conteneurs stériles; c) les fleurs coupées provenant de plantes reproduites artificiellement; et d) les fruits et leurs parties et produits provenant de plantes reproduites artificiellement du genre <i>Vanilla</i> ]	Emirats arabes unis	12/01/2005
		Koweït	12/01/2005
		Qatar	12/01/2005
		République arabe syrienne	12/01/2005

Annexe III			
ORDRE / Famille	Espèce	Pays	En vigueur dès le
<b>FAUNA (ANIMAUX)</b>			
<b>PHYLUM CHORDATA</b>			
<b>CLASSE MAMMALIA (MAMMIFERES)</b>			
<b>CARNIVORA</b>			
Canidae Chacal commun, loups, dhole, renards, fennec	<i>Canis aureus</i>	Liechtenstein	21/03/1989
		Suisse	21/03/1989
	<i>Vulpes vulpes griffithii</i>	Allemagne	16/03/1989
		Autriche	02/02/2004
		Belgique	19/01/2001
		Danemark	08/11/2000
		Espagne	24/05/1989
		Ex-République yougoslave de Macédoine	02/10/2000
		Finlande	15/11/2000
		France	22/02/1990
		Grèce	25/05/2001
		Irlande	31/10/2002
		Italie	16/03/1989
		Liechtenstein	21/03/1989

		Luxembourg	30/03/1989
		Pays-Bas	29/06/1989
		Portugal	28/07/1989
		République tchèque	05/08/2004
		Royaume-Uni	17/05/1989
		Slovaquie	26/05/2004
		Suède	06/06/1997
		Suisse	21/03/1989
	<i>Vulpes vulpes montana</i>	Allemagne	16/03/1989
		Autriche	02/02/2004
		Belgique	19/01/2001
		Danemark	08/11/2000
		Espagne	24/05/1989
		Ex-République yougoslave de Macédoine	02/10/2000
		Finlande	15/11/2000
		France	22/02/1990
		Grèce	25/05/2001
		Irlande	31/10/2002
		Italie	16/03/1989
		Liechtenstein	21/03/1989
		Luxembourg	30/03/1989
		Pays-Bas	29/06/1989
		Portugal	28/07/1989
		République tchèque	05/08/2004
		Royaume-Uni	17/05/1989
		Slovaquie	26/05/2004
		Suède	06/06/1997
		Suisse	21/03/1989
	<i>Vulpes vulpes pusilla</i>	Allemagne	16/03/1989
		Autriche	02/02/2004
		Belgique	19/01/2001
		Danemark	08/11/2000
		Espagne	24/05/1989
		Ex-République yougoslave de Macédoine	02/10/2000
		Finlande	15/11/2000

		France	22/02/1990
		Grèce	25/05/2001
		Irlande	31/10/2002
		Italie	16/03/1989
		Liechtenstein	21/03/1989
		Luxembourg	30/03/1989
		Pays-Bas	29/06/1989
		Portugal	28/07/1989
		République tchèque	05/08/2004
		Royaume-Uni	17/05/1989
		Slovaquie	26/05/2004
		Suède	06/06/1997
		Suisse	21/03/1989
Mustelidae/Mustelinae Belettes, grisons, martres, ratel	<i>Martes foina intermedia</i>	Ex-République yougoslave de Macédoine	02/10/2000
		Liechtenstein	21/03/1989
Suisse		21/03/1989	
	<i>Mustela altaica</i>	Allemagne	12/04/2001
		Autriche	02/02/2004
		Belgique	19/01/2001
		Danemark	08/11/2000
		Espagne	12/06/2001
		Finlande	15/11/2000
		France	31/10/2000
		Grèce	25/05/2001
		Irlande	31/10/2002
		Italie	13/06/2001
		Liechtenstein	21/03/1989
		Luxembourg	26/01/2001
		Pays-Bas	18/07/2000
		Portugal	15/04/2002
		République tchèque	05/08/2004
		Royaume-Uni	11/08/2000
		Slovaquie	26/05/2004
		Suède	09/04/2001
	Suisse	21/03/1989	
	<i>Mustela erminea ferghanae</i>	Allemagne	16/03/1989
		Autriche	02/02/2004

		Belgique	19/01/2001
		Danemark	08/11/2000
		Espagne	24/05/1989
		Finlande	15/11/2000
		France	22/02/1990
		Grèce	25/05/2001
		Irlande	31/10/2002
		Italie	16/03/1989
		Liechtenstein	21/03/1989
		Luxembourg	30/03/1989
		Pays-Bas	29/06/1989
		Portugal	28/07/1989
		République tchèque	05/08/2004
		Royaume-Uni	17/05/1989
		Slovaquie	26/05/2004
		Suède	06/06/1997
		Suisse	21/03/1989
	<i>Mustela kathiah</i>	Allemagne	12/04/2001
		Autriche	02/02/2004
		Belgique	19/01/2001
		Danemark	08/11/2000
		Espagne	12/06/2001
		Finlande	15/11/2000
		France	31/10/2000
		Grèce	25/05/2001
		Irlande	31/10/2002
		Italie	13/06/2001
		Liechtenstein	21/03/1989
		Luxembourg	26/01/2001
		Pays-Bas	18/07/2000
		Portugal	15/04/2002
		République tchèque	05/08/2004
		Royaume-Uni	11/08/2000
		Slovaquie	26/05/2004
		Suède	09/04/2001
		Suisse	21/03/1989
	<i>Mustela sibirica</i>	Allemagne	16/08/2000
		Autriche	02/02/2004
		Belgique	19/01/2001

		Danemark	08/11/2000
		Espagne	12/06/2001
		Finlande	15/11/2000
		France	31/10/2000
		Grèce	25/05/2001
		Irlande	31/10/2002
		Italie	13/06/2001
		Liechtenstein	21/03/1989
		Luxembourg	26/01/2001
		Pays-Bas	18/07/2000
		Portugal	15/04/2002
		République tchèque	05/08/2004
		Royaume-Uni	11/08/2000
		Slovaquie	26/05/2004
		Suède	09/04/2001
		Suisse	21/03/1989